



## FAITS SAILLANTS

- 1 500 nouveaux demandeurs d'asile nigériens identifiés dans les régions du Nord-Ouest et de l'Adamaoua mi-juillet
- 6 900 réfugiés centrafricains arrivés en juillet dans la zone de Touboro, dans la région du Nord
- Le Fonds CERF a financé près du quart de la réponse multisecteur réfugiés depuis 2014
- Le nouveau Coordonnateur Humanitaire en appelle à une meilleure collaboration entre acteurs humanitaires et de développement

## CHIFFRES CLÉS

Pop. du CMR (BUCREP 2015)	22m
Pers. dans le besoin (HRP 2017)	2,9 m
Pop. ciblée (HRP 2017)	1,2 m
Pop. en insécurité alimentaire (EFSA 2016)	25%
Réfugiés RCA	276K
Réfugiés NGA	87K
PDI	228,5K
Retournés	58K
Réfugiés hors camp	32,5K
Nb de retours forcés en 2016	70k
Nb de retours forcés en 2017	4,4K

## FINANCEMENTS

**310 millions**  
fonds requis (en US\$)

## Au sommaire

- Suivi de la situation humanitaire.....**P.1**  
 Zoom : Près de 7 000 nouveaux réfugiés centrafricains arrivés dans le Nord.....**P.2**  
 Le Cash au Cameroun.....**P.3**  
 Rencontre avec le nouveau CHHC .....**P.5**  
 L'allocation CERF au Cameroun..... **P.6**

## 1. Suivi de la situation humanitaire

### Persistance des défis sécuritaires à l'Extrême-Nord

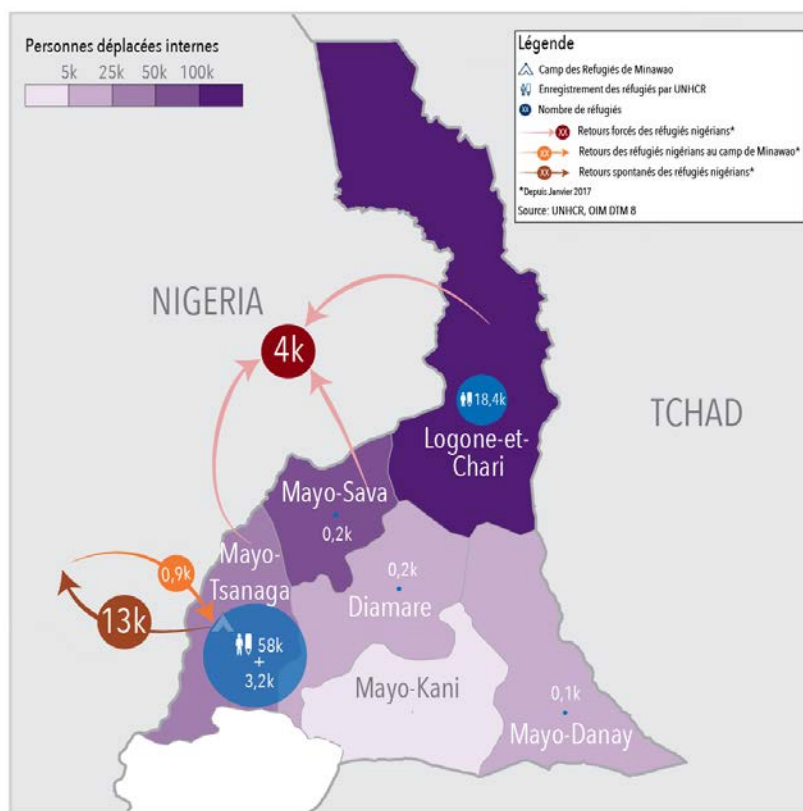
Le mois de juillet a été marqué par 08 attaques suicides dans la région de l'Extrême-Nord et par une évolution géographique des incidents observés. Depuis janvier 2017, le département du Logone-et-Chari avait uniquement été l'objet d'incidents ciblant les forces armées. L'attentat suicide du 12 juillet dans un restaurant de Waza, qui a fait 14 victimes, a semblé marquer une réorientation géographique des attaques du groupe Boko Haram vers ce Département.

Précédemment, les attaques indiscriminées contre les civils étaient en effet concentrées dans les zones frontalières plus au sud, notamment dans le département du Mayo-Sava. Ce changement résulterait à la fois du renforcement des mesures de sécurité dans le Mayo-Sava, et du retrait de certaines positions des forces armées dans le Logone-et-Chari.

### Retours forcés

Le 16 juillet, 85 réfugiés nigériens ont été forcés de retourner à la frontière depuis Kolofata, localité du département Mayo-Sava. Cette opération porte à 4 402 le nombre de personnes refoulées vers le Nigéria depuis janvier 2017.

Dans ce cadre, le Haut Commissaire Assistant du HCR en Charge de la Protection, M. Volker Türk, s'est rendu au Cameroun du 18 au 19 juillet. Il a réitéré



l'importance d'honorer les engagements du Cameroun en matière d'accueil des réfugiés et de respecter le caractère volontaire, digne et librement consenti des retours. Or, à ce jour, les conditions ne sont pas favorables au Nigéria, tant sur le plan sécuritaire que celui de l'accès aux services sociaux de base. Reconnaisant la complexité des défis sécuritaires auxquels le gouvernement du Cameroun est confronté, le Haut Commissaire a affirmé la disponibilité du HCR à soutenir ses efforts de screening des demandeurs d'asile par l'ouverture de nouveaux camps de transit.

### Départs spontanés du camp de Minawao

Aucun mouvement de départ spontané n'a été enregistré depuis mi-juin. Le renforcement des activités de sensibilisation sur les modalités du rapatriement volontaire au camp a vraisemblablement contribué à ce résultat.

Ces actions ont bénéficié de la participation de plusieurs réfugiés qui étaient retournés au Nigéria mais sont depuis revenus à Minawao. Ces derniers ont pu alerter leurs compatriotes sur la précarité des conditions sécuritaires et d'assistance dans les localités de retour.

### Evolution de la situation des déplacés à Mozogo

Le 30 juin, le Sous-Préfet du département du Mayo-Tsanaga a levé les restrictions d'accès imposées aux déplacés de Mozogo, considérant ces derniers comme d'anciens otages du groupe Boko Haram.

La mission conjointe organisée le 20 juillet par UNICEF, UNHCR et OCHA a permis de préciser les besoins immédiats de ces 385 personnes, dont 242 enfants et 85 femmes, notamment dans les secteurs Protection, WASH et Abris/NFI. En l'absence de conditions sécuritaires propices dans leurs localités d'origine, situées dans les zones frontalières, la communauté humanitaire est mobilisée pour leur apporter une assistance sur site.

### Arrivée de réfugiés nigériens dans le Nord-Ouest et l'Adamaoua

A la fin du mois de juin, plusieurs milliers de nigériens fuyant des conflits agro-pastoraux dans l'état de Taraba, sont arrivés dans les localités frontalières des régions du Nord-Ouest et de l'Adamaoua. Une [mission conjointe du HCR et de la Direction de la Protection Civile](#) menée du 7 au 14 juillet a permis d'identifier grâce au soutien des autorités locales, de la Croix Rouge camerounaise et de l'ONG MOSCODA, 1 564 demandeurs d'asile, répartis dans quatre sites principaux et dans les familles d'accueil. De fait, la stabilisation de la situation dans les zones d'origine avait déjà permis le retour d'une majorité des déplacés. La mission a observé d'importants besoins en WASH, Santé, Abris/NFI et Sécurité Alimentaire. Il fut enfin recommandé d'engager des actions de renforcement des capacités communautaires, notamment celles du Centre de Santé local.

*Au-delà de la délivrance d'une aide humanitaire d'urgence aux réfugiés centrafricains vulnérables, la communauté humanitaire souhaite orienter sa réponse vers le renforcement des structures sociales de base, bénéfique à tous*

## 2. Zoom : Près de 7 000 nouveaux réfugiés centrafricains arrivés dans le Nord

L'activisme des groupes armés et les actes de violence à l'encontre des civils en Centrafrique continuent de générer d'importants déplacements de population vers les pays voisins. Les affrontements survenus à Ngaoundaye dans l'Ouest du pays entre les 7 et 10 juillet, ont ainsi amené des centaines de personnes à se réfugier dans l'arrondissement de Touboro, au Nord du Cameroun.

Au 31 juillet, [le HCR a préenregistré près de 6 885 de ces nouveaux réfugiés](#), représentant 1 400 ménages, dans les localités de Mbaiboum et d'Helbao, en majorité des femmes et des enfants. L'équipe déployée sur le terrain a observé d'importants besoins en soins de Santé, documentation, Abris/NFI et vivres. En termes de réponse, le PAM doit procéder à une distribution de vivres pour 3 000 personnes alors que des kits NFI sont déjà parvenus sur zone. De plus, l'ONG International Medical Corps va entreprendre le suivi des enfants non accompagnés et des enfants séparés. Le HCR continue quant à lui ses opérations

d'enregistrement biométrique dans les villages d'accueil, afin d'assurer une protection adéquate aux personnes vulnérables.

Au-delà de la délivrance d'une aide humanitaire d'urgence, la communauté humanitaire souhaite orienter sa réponse vers le renforcement des structures sociales de base des localités d'accueil. Ces activités bénéficieront à la fois aux communautés d'accueil et aux réfugiés, dont seuls 26% avaient exprimé une intention de retour en Centrafrique en novembre 2016. A Mbaiboum, les partenaires travaillent à l'amélioration des capacités du Centre de santé local et souhaitent renforcer les structures scolaires de la ville avant la rentrée de septembre 2017.

### 3. La modalité Cash dans l'assistance humanitaire au Cameroun

Lors du Sommet Mondial sur l'Action Humanitaire en mai 2016, le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Ban Ki-Moon, en a appelé à ce que les transferts monétaires deviennent *l'approche privilégiée* de l'assistance humanitaire. Un appel qui correspond aussi à l'un des engagements pris par les principaux bailleurs dans le cadre de la Grande Négociation, ou *Grand Bargain*, pour améliorer l'efficacité du financement de l'aide d'urgence. Mais qu'est-ce donc que cette nouvelle forme d'assistance si valorisée par la communauté humanitaire ?

#### Le CASH, de quoi parle-t-on ?

Contrairement à l'assistance en nature, les programmes de transferts monétaires, ou *CASH*, prévoient la distribution directe d'argent (ou de coupons) aux bénéficiaires, qu'il s'agisse de particuliers, de ménages ou de communautés.

*Flexibilité, dignité des bénéficiaire, économies logistiques, renforcement des marchés locaux... les atouts de la modalité Cash sont nombreux !*

Il est important de distinguer les transferts conditionnels (qui exigent des bénéficiaires de se livrer à des activités spécifiques afin d'accéder à l'aide, tel qu'effectuer des travaux ou inscrire ses enfants à l'école) des transferts inconditionnels, dont les personnes peuvent bénéficier sans actions préalables. La seconde distinction importante concerne le caractère restrictif ou non



Crédit: PAM, Mokolo, Transferts monétaires via Mobile money, 2016

des transferts monétaires. En effet, certains programmes obligent le bénéficiaire à utiliser l'aide reçue pour payer des biens ou services spécifiques comme des produits alimentaires ou d'hygiène, souvent par le biais de coupon. Lors de transferts non restrictifs au contraire, l'utilisation de l'aide est laissée à l'entière discrétion de la personne.

#### Pourquoi le CASH ?

Tout d'abord, l'utilisation de transferts monétaires améliore la liberté, la flexibilité et la dignité des bénéficiaires en leur permettant de hiérarchiser leurs besoins. Dans le cas des transferts non restrictifs en particulier, la modalité Cash leur donne une liberté de choix sans précédent car les bénéficiaires usent de l'aide selon leur besoins et préférences propres, plutôt que de recevoir des biens prédéterminés. Ensuite, les transferts monétaires peuvent servir à redynamiser les commerces et économies locales, quand ils sont fonctionnels et à mesure d'absorber cette demande supplémentaire. En effet, les

bénéficiaires vont utiliser leur argent ou leur coupon auprès des commerçants et prestataires de service locaux, contribuant à l'amélioration des moyens de subsistance de la communauté toute entière. Enfin, le transfert monétaire présente des avantages en termes d'efficacité et de coûts. Lorsque des produits sont disponibles et accessibles localement, ces interventions peuvent être mis en œuvre plus rapidement que des interventions impliquant le transport des biens alimentaires et non-alimentaires à un coût financier élevé et des défis logistiques.

### Qu'en est-il aujourd'hui au Cameroun ?

Au Cameroun, la modalité Cash a été introduite en 2016 par le PAM, qui ciblait alors 23 000 réfugiés centrafricains du site de Gado à l'Est du pays. Ces premiers transferts monétaires ont permis de constater que 97% des ménages atteints étaient parvenus à un niveau de diversification alimentaire acceptable, témoignant d'une nette augmentation par rapport aux résultats atteints via les distributions de vivres.

La modalité Cash a rapidement pris de l'ampleur au sein de l'assistance humanitaire dans le pays. De 23 000 à Gado uniquement en juillet 2016, les opérations ont atteint 150 000 bénéficiaires en novembre 2016. Elles couvrent aujourd'hui trois des quatre régions prioritaires pour l'aide humanitaire (Adamaoua, Est, Extrême-Nord).

Toutefois, la plupart des projets de transferts monétaires restent liés à des secteurs précis tels que la Nutrition, la Sécurité Alimentaire ou l'Eau Hygiène et Assainissement (EHA). Ainsi, seuls 5% des projets sont des interventions multisectorielles à ce jour. Face à ce constat, plusieurs organisations, telles que IRC, CRS, PLAN International, le CICR, et le PAM, se sont engagées à conduire des interventions multisectorielles. Cette évolution devrait être soutenue par la mobilisation d'1 million USD pour la mise en œuvre des projets Cash multisectoriels à travers le CERF 2017. Ces financements vont permettre d'atteindre 8 500 bénéficiaires dans la seule région de l'Extrême-Nord d'ici la fin de l'année.

### Défis et perspectives

Le développement des programmes de transfert monétaire au Cameroun a été facilité par la mise en place de mécanismes et d'outils de coordination adéquats. Présent à Yaoundé et à Maroua, le Groupe de Travail Cash soutient ainsi l'Inter Secteur dans la coordination, le partage d'information et l'harmonisation des outils des programmes de transferts monétaires au Cameroun.

Cet effort de coordination s'est notamment matérialisé par le développement d'un **3W Cash**, indiquant qui fait quoi où en Cash dans le pays. Pour harmoniser les programmes dans le pays, le GT Cash travaille aujourd'hui sur la définition d'un Panier de Dépense Minimum commun, c'est-à-dire le montant nécessaire pour qu'un ménage réponde à ses besoins de base, selon la période et la zone considérée.

Considérant les défis, il existe un véritable besoin de renforcement des capacités des acteurs mais également d'implication des secteurs et du Gouvernement. Les autorités ont en effet exprimé des réticences face à cette modalités d'assistance, liées aux risques de diversion de l'assistance en Cash. De plus, les acteurs humanitaires impliqués dans la modalité Cash au Cameroun se doivent de renforcer leur dialogue avec les autres acteurs mettant en œuvre des programmes de transferts monétaires, notamment de filets sociaux. La participation de partenaires de développement ou de banques multilatérales aux réunions du Groupe de Travail Cash peut fournir de telles opportunités de collaboration et d'harmonisation des approches.



## 4. Rencontre avec le nouveau Coordonnateur Humanitaire au Cameroun

Le 18 juillet, Madame Allegra Maria Del Pilar Baiocchi a été officiellement investie par le Ministre des Relations Extérieures du Cameroun en tant que Coordonnateur Résident des Nations Unies, Coordonnateur Humanitaire et Représentant Résident du PNUD.

Mme Baiocchi œuvre au service des Nations Unies depuis plus de vingt ans, au cours desquels elle a été déployée sur de nombreux terrains d'intervention tels que le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Soudan, le Sud-Soudan, le Kenya, la République Démocratique du Congo ou au siège du Secrétariat de l'ONU à New York. Avant d'arriver au Cameroun, elle a exercé les fonctions de Représentante pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre d'OCHA pendant plus de quatre ans à Dakar.

« Nous, humanitaires, ne pouvons plus nous contenter de développer des programmes chacun de notre côté selon des mandats aux frontières fixes, nous devons mettre en œuvre une Nouvelle Manière de Travailler »

De retour d'une visite de terrain à l'Extrême-Nord, Mme Baiocchi répond à nos questions.

*Vous avez été investie la semaine passée, pouvez-vous nous dire quelles sont vos priorités en tant que Coordonnateur Humanitaire et plus haute responsable du Système des Nations Unies au Cameroun ?*

**Mme Baiocchi :** En tant que Coordonnateur Résident et Humanitaire, je souhaite maximiser la valeur de cette position privilégiée à la croisée des mondes humanitaires et de développement afin d'encourager leur collaboration. Le Cameroun est à la fois confronté à d'important enjeux de développement et une crise humanitaire majeure qui affecte presque 3 millions de personnes. Il est essentiel que tous les acteurs travaillent ensemble pour soutenir le gouvernement du Cameroun et avancer vers les Objectifs de développement durable (ODD) tout en réduisant les besoins des personnes les plus vulnérables affectées par les crises humanitaires. Nous ne pouvons plus nous contenter de développer nos programmes chacun de notre côté selon des mandats aux frontières fixes : il faut mettre en œuvre la Nouvelle Manière de Travailler (The 'New Way of Working').

*Et comment mettre en œuvre cette Nouvelle Manière de Travailler au Cameroun, concrètement ?*

**Mme Baiocchi :** Je reconnais que ce changement doit tout d'abord passer par une meilleure collaboration au sein même du Système des Nations-Unies, notamment entre les activités humanitaires et de développement. Je souhaite qu'il y ait davantage d'interactions entre les agences, qu'elles réfléchissent ensemble aux besoins prioritaires à adresser et selon quelles priorités. Ce n'est que grâce à un dialogue renforcé entre l'ensemble des parties prenantes que nous pourrons développer une vision commune et

s'entendre par la suite sur des Résultats Collectifs auxquels chacun puisse contribuer en fonction de son avantage comparatif et de ses capacités !

*Vous revenez d'une mission de 4 jours à l'Extrême-Nord. Quel est votre appréciation de la situation sur le terrain ?*

**Mme Baiocchi :** Lors de cette mission j'ai eu l'opportunité de rencontrer les autorités locales civiles et militaires, à Maroua et Kousséri, ainsi que tous les partenaires engagés



Crédit : OCHA / JS. Munié, HC/RC avec les IDP à Kolofata, 2017

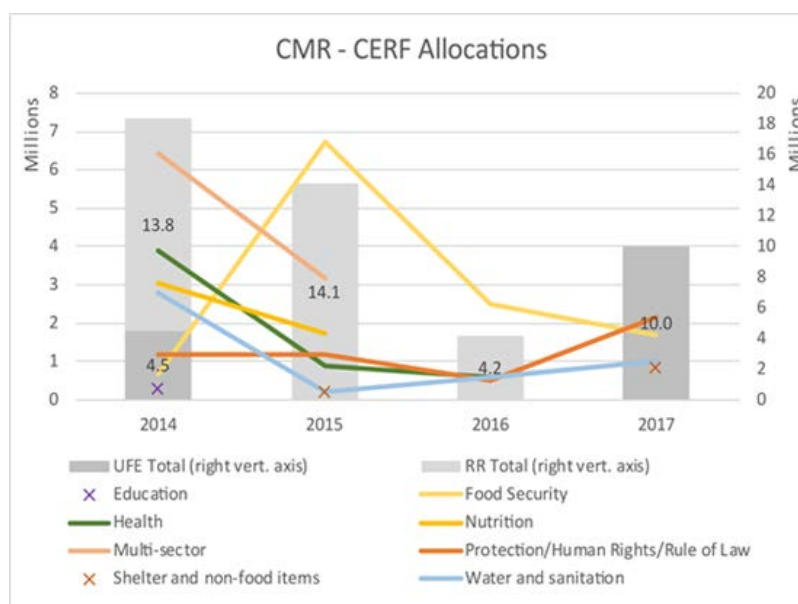
dans la reponse humanitaire dans la region. A Kolofata, dans le departement du Mayo-Sava, j'ai aussi eu la chance d'écouter les temoignages de femmes et d'hommes en situation de deplacement. Ce sont ceux-là même que nous, humanitaires, devons soutenir pour soulager leur souffrance et faire echo à l'impressionnante résilience dont il font preuve au quotidien. Malgré les progrès accomplis grace aux efforts de toutes les parties prenantes, beaucoup reste à faire dans la region pour assurer à toutes et tous le respect des droits humains et le développement de conditions de vie dignes. Mes échanges avec les nombreux partenaires nationaux et internationaux croisés lors de cette mission ont cependant renforcé mon espoir et ma determination à soutenir le gouvernement pour soulager les souffrances d'aujourd'hui et préparer le développement de demain.

## 5. Plus de 46 millions de dollars alloués par le CERF au Cameroun depuis 2014

*Les financements CERF ont permis de couvrir les besoins multi-secteurs réfugiés à hauteur de 23%, Sécurité Alimentaire 21%, et 7% de couverture pour le secteur Eau, Hygiène et Assainissement*

De 2014 à 2017, le **Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)** a apporté une contribution de 46,6 millions de USD en appui au financement humanitaire au Cameroun. Ces financements ont permis de couvrir les besoins multisecteurs à destination des réfugiés centrafricains et nigériens à hauteur de 23%, ainsi que d'allouer au PAM, et à ses partenaires du secteur de la Sécurité Alimentaire, 21% du montant global nécessaire pour faire face aux besoins. Le secteur EHA a également bénéficié d'une couverture de 7%.

Ces fonds sont destinés aux projets qui sauvent des vies et allègent les souffrances, notamment dans la région de l'Extrême-Nord. La dernière allocation en cours, déboursée en février 2017, est de 10 millions USD. Elle a permis la mise en œuvre de projets d'envergure tel que la distribution de 12 000 kits WASH par l'UNICEF, ou le projet de CODAS Caritas et ALDEPA via lequel ont été menées des activités de protection des femmes et des enfants affectés par les conflits. Grâce à ces financements, la FAO a également distribué près de 60 tonnes de semences et 150 tonnes d'engrais, et l'OIM a réalisé les rounds 7 et 8 de la DTM ainsi qu'un 9<sup>e</sup> round actuellement en cours.



## Le Saviez-vous ?

La « Nouvelle Manière De travailler », ou *New Way of Working*, est un engagement pris par dix agences (Banque Mondiale, FAO, OCHA, OIM, PNUD, OMS, PAM, UNICEF, UNFPA, UNHCR) lors du Sommet mondial sur l'aide humanitaire qui s'est tenu à Istanbul en mai 2016.

Cette 'Nouvelle manière de travailler' repose sur l'idée qu'une meilleure collaboration entre l'ensemble des parties prenantes (gouvernements, humanitaires, partenaires de développement, société civile, banques multilatérales). Cette approche est nécessaire pour atteindre les Objectifs de Développement Durable.

Pour mettre en œuvre cette approche sur le terrain, il faut que tous les acteurs collaborent, selon une programmation pluriannuelle harmonisée et basée sur leurs avantages comparatifs, dans le but d'atteindre des Résultats Collectifs, ou *Collective Outcomes*.

Ces Résultats Collectifs sont des objectifs concrets et mesurables de réduction des besoins, risques et vulnérabilités que les acteurs humanitaires et de développement veulent réaliser sur une période de 3 à 5 ans. Au Cameroun, il s'agirait par exemple de réduire la mortalité infantile de 20% dans l'Est d'ici 3 ans ou de faciliter la réintégration durable de 50 000 déplacés internes dans 5 localités pré-identifiées du Logone-et-Chari.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Imane Cherif**, Chargée des Affaires Humanitaires, [cherif1@un.org](mailto:cherif1@un.org),  
**Modibo Traoré**, Chef de Bureau, [traorem@un.org](mailto:traorem@un.org),

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur :

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon> | <http://www.unocha.org> | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)